

## Bulletin de liaison trimestriel de l'Observatoire Régional du Littoral Ouest Africain (ORLOA)

### West African Regional Coastal Observatory (WARCO) quarterly newsletter

#### CHRONIQUE

**Chronique : Le Protocole d'accord de l'Observatoire Régional du Littoral Ouest Africain (ORLOA), un atout supplémentaire vers une gestion coordonnée et une prise de décision harmonisée concernant les risques côtiers**

#### CHRONICLE

**Chronicle: The Memorandum of Understanding of the West African Regional Coastal Observatory (WARCO), an additional asset towards coordinated management and harmonized decision-making concerning coastal risks**



Le protocole d'accord de l'ORLOA vient s'ajouter aux différents instruments mis en place par les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, en particulier sous l'égide de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), pour se doter des moyens nécessaires à la gestion coordonnée du littoral, dans la perspective d'une capacité de prise de décision harmonisée. En 2007, le Programme Régional de Lutte contre l'Erosion Côtière (PRLEC) et ses instances de gouvernance ont été les précurseurs de cette volonté, dans le cadre de la Mission d'Observation du Littoral Ouest Africain (MOLOA) en 2012.

The WARCO Memorandum of Understanding is in addition to the various instruments put in place by the coastal countries of West Africa, in particular under the aegis of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), to equip themselves with the necessary means for coordinated coastal management, with a view to a harmonized decision-making capacity. In 2007, the Regional Program for the Fight against Coastal Erosion (PRLEC) and its governance bodies were the precursors of this desire, within the framework of the West African Coastal Observation Mission (WACOM) in 2012.

## CHRONIQUE (Suite de la page 1)

La valeur ajoutée du Protocole d'accord de l'ORLOA réside dans l'institutionnalisation des relations entre les parties prenantes. Si les articles 1er à 7 traitent essentiellement de la gouvernance de l'ORLOA, les articles 8 à 10 abordent les questions fondamentales des observatoires nationaux, du financement de l'ORLOA et du mécanisme de partage des données.

Ceci fournit un cadre clair de collaboration et de redevabilité qui engage fortement les parties prenantes de l'ORLOA, facilitant en perspective, les mises à jour régulières du Schéma Directeur du Littoral d'Afrique de l'Ouest (SDLAO) et la production scientifique sur les thématiques majeures concernant la dynamique littorale dans l'espace régional, en appui à la prise de décision.

Sous l'impulsion du projet WACA, l'ORLOA, renforcé par son protocole d'accord, va contribuer à dynamiser les mécanismes de prise de décision dans la gestion du littoral en Afrique de l'Ouest, en complémentarité, entre autres, au Plan d'Action Régional Stratégique pour les Investissements (PARSI), à la stratégie de mobilisation des ressources pour le financement de la résilience des zones côtières d'Afrique de l'Ouest et aux protocoles additionnels à la Convention d'Abidjan.

## FOCUS

**Focus : Entretien avec Monsieur Daouda NGOM, Ministre de l'Environnement et de la Transition Ecologique du Sénégal**



## CHRONICLE (Continued from page 1)

The added value of the WARCO Memorandum of Understanding lies in the institutionalization of relations between stakeholders. While Articles 1 to 7 deal mainly with the governance of WARCO, Articles 8 to 10 address the fundamental issues of national observatories, the financing of WARCO and the data sharing mechanism.

This provides a clear framework for collaboration and accountability that strongly engages WARCO stakeholders, facilitating in perspective, regular updates of the West African Coastal Master Plan (SDLAO) and scientific production on major themes concerning coastal dynamics in the regional space, in support of decision-making.

Under the impetus of the WACA project, WARCO, strengthened by its memorandum of understanding, will contribute to boosting decision-making mechanisms in coastal management in West Africa, in complementarity, among others, with the Regional Strategic Action Plan for Investments (PARSI), the resource mobilization strategy for financing the resilience of coastal areas in West Africa and the additional protocols to the Abidjan Convention.

## FOCUS

**Focus : Interview with Mr. Daouda NGOM, Minister of the Environment and Ecological Transition of Senegal**

## FOCUS

**Question 1 : Au même titre que les pays côtiers de la sous-région ouest africaine, le Sénégal est confronté à divers risques sur le littoral (érosion côtière, inondations, pollution, etc.). De manière succincte, quelles sont les dispositions phares mises en place par votre ministère pour pallier cette situation ?**

La Zone côtière sénégalaise s'étend sur 718 km de Saint-Louis à Cap Skiring et constitue une zone de forte attraction aussi bien pour le développement des activités économiques que sociales. Cependant, depuis quelques années, on assiste à l'apparition de problèmes écologiques liés aux inondations, à la pollution, à l'érosion côtière exacerbée par les mauvaises actions anthropiques sur cet espace littoral (forte urbanisation, extraction illicite du sable marin, concentration des infrastructures socioéconomiques, blocage du transit sédimentaire lié aux divers aménagements, urbanisation mal maîtrisée, etc.).

Pour y faire face, l'Etat du Sénégal a mis en place une politique environnementale stratégique et opérationnelle en matière de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) avec notamment :

- le nouveau code de l'environnement et son décret d'application ;
- le Projet de loi sur le littoral pour règlementer les utilisations dans cet espace et qui propose la création d'une autorité nationale de gestion du littoral pour mieux y coordonner les actions des divers acteurs ;
- l'élaboration d'outils de planification et de gestion de la zone côtière :
  - o Stratégie nationale de Gestion intégrée des Zones côtières (GIZC) ;
  - o Plan national d'adaptation des zones côtières (PNA ZC) ;
  - o Plans locaux de GIZC pour les sites les plus vulnérables (Dakar, Mbour, Delta du Saloum, Saint-Louis et île de Diogué en basse Casamance) ;
  - o Guide sur la Gestion intégrée des Zones côtières ;
  - o Etc.
- la mise en œuvre de mesures de lutte contre l'érosion côtière :
  - o protection douce (avec le reboisement d'espèces adaptées pour fixer les dunes côtières) et le rechargement de plages ;
  - o restauration d'écosystèmes de mangroves ;
  - o mise en place d'ouvrages de protection côtière (digues, brise-lames et épis, etc.) ;
  - o mise en œuvre de techniques innovantes (solutions fondées sur nature) comme les Epis Maltais Savard, les palissades de Typha (Typhavelles), etc.

## FOCUS

**Question 1 : Like the coastal countries of the West African sub-region, Senegal faces various risks on the coast (coastal erosion, flooding, pollution, etc.). Briefly, what are the key measures put in place by your ministry to alleviate this situation ?**

The Senegalese coastal zone extends over 718 km from Saint-Louis to Cap Skiring and is a highly attractive area for the development of both economic and social activities. However, in recent years, we have witnessed the emergence of ecological problems related to flooding, pollution, coastal erosion exacerbated by bad human actions on this coastal area (high urbanization, illegal extraction of marine sand, concentration of socio-economic infrastructures, blocking of sediment transit linked to various developments, poorly controlled urbanization, etc.).

To address this, the State of Senegal has implemented a strategic and operational environmental policy on integrated coastal zone management (ICZM) with in particular:

- the new environmental code and its implementing decree;
- the Draft Law on the Coast to regulate uses in this area and which proposes the creation of a national coastal management authority to better coordinate the actions of the various stakeholders;
- the development of coastal zone planning and management tools:
  - o National Integrated Coastal Zone Management (ICZM) Strategy;
  - o National Coastal Zone Adaptation Plan (PNA ZC);
  - o Local ICZM plans for the most vulnerable sites (Dakar, Mbour, Saloum Delta, Saint-Louis and Diogué Island in Lower Casamance);
  - o Guide on Integrated Coastal Zone Management;
  - o Etc.
- the implementation of measures to combat coastal erosion:
  - o soft protection (with reforestation of species adapted to fix coastal dunes) and beach nourishment;
  - o restoration of mangrove ecosystems;
  - o establishment of coastal protection structures (dykes, breakwaters and groins, etc.);
  - o implementation of innovative techniques (nature-based solutions) such as Epis Maltais Savard, Typha palisades (Typhavelles), etc.

## FOCUS (Suite de la page 3)

**Question 2 : Le 10 octobre 2024, vous avez signé à Lomé, avec vos pairs, le protocole d'accord de l'Observatoire Régional du Littoral Ouest Africain (ORLOA). Qu'est-ce que ceci symbolise pour vous dans la lutte contre les risques côtiers au niveau de la sous-région ?**

Cette signature est une valeur ajoutée et la concrétisation des efforts déployés depuis 2009 dans la démarche régionale pour la gestion des risques côtiers dans la mesure où la plupart des problématiques et des risques auxquels sont confrontés les Etats côtiers sont effectivement partagés. La circulation des stocks sédimentaires ignore les frontières, de même que les impacts des aménagements côtiers (ports, par exemple) ou en profondeur (barrages fluviaux). Certains ouvrages et infrastructures impactant le littoral sont eux-mêmes conçus à l'échelle inter Etats. La gestion des risques côtiers passe donc d'abord par une reconnaissance des responsabilités, solidarités et réciprocité régionales en matière d'aménagement des littoraux.

Ceci constitue un cadre important pour les Etats côtiers de la sous-région ouest africaine afin de renforcer leur coopération et leur partenariat dans la lutte contre les risques côtiers.

En outre, elle permet la mise en réseau formalisée des acteurs confrontés à des problématiques similaires, quelle que soit leur localisation, en favorisant la mutualisation des connaissances, des expériences, des solutions et savoir-faire.

Cet effort régional a pour vocation de compléter, optimiser et valoriser les efforts locaux et nationaux qui restent en « première ligne » dans le respect du principe de subsidiarité. Ceci représente un engagement des Etats à travailler en synergie et à harmoniser leurs interventions pour le suivi du trait de côte et la réduction des risques côtiers au niveau de la sous-région.

La signature de ce protocole d'accord marque également une volonté, de la part des Etats, d'intégrer la prise en charge des risques côtiers dans les politiques ou initiatives d'amélioration de la résilience des communautés face aux changements climatiques.

## FOCUS (Continued from page 3)

**Question 2 : On October 10, 2024, you signed in Lomé, with your peers, the memorandum of understanding of the West African Regional Coastal Observatory (WARCO). What does this symbolize for you in the fight against coastal risks at the sub-regional level ?**

This signature represents added value and the realization of the efforts made since 2009 in the regional approach to coastal risk management, since most of the issues and risks faced by coastal States are effectively shared. The circulation of sedimentary stocks ignores borders, as do the impacts of coastal developments (e.g. ports) or in depth (river dams). Some structures and infrastructures impacting the coastline are themselves designed at the inter-State level. Coastal risk management therefore first requires recognition of regional responsibilities, solidarity and reciprocity in coastal development.

This constitutes an important framework for coastal States in the West African sub-region to strengthen their cooperation and partnership in the fight against coastal risks.

In addition, it allows for the formalized networking of stakeholders facing similar issues, regardless of their location, by promoting the pooling of knowledge, experiences, solutions and know-how. This regional effort aims to complement, optimize and enhance local and national efforts that remain on the "front line" in compliance with the principle of subsidiarity.

This represents a commitment by States to work in synergy and harmonize their interventions for monitoring the coastline and reducing coastal risks at the sub-regional level.

The signing of this memorandum of understanding also marks a desire on the part of States to integrate the management of coastal risks into policies or initiatives to improve the resilience of communities to climate change.

## FOCUS (Suite de la page 4)

**Question 3 : Le financement des processus et mécanismes de préservation du littoral, y compris des observatoires nationaux du littoral, préconisés par l'article 8 du protocole d'accord de l'ORLOA, constitue globalement un défi pour les pays. Des dispositions spécifiques sont-elles prises à cet effet par le Sénégal ?**

Oui.

L'Etat du Sénégal a un intérêt particulier dans la mise en place et le fonctionnement de l'Observatoire National du Littoral (ONL) et est résolument engagé à mettre en place les moyens nécessaires à cet effet. Néanmoins, l'ONL sera un organisme public et son financement, pour assurer sa viabilité et sa pérennité, ne peut provenir de ses seules ressources propres. Ainsi, il faudra instaurer un effort permanent de levée de fonds pour permettre son financement et la mise en œuvre de ses activités. Tous les mécanismes possibles de mobilisation des ressources financières nécessaires à la prise en charge des programmes d'observation du littoral seront sollicités, parmi lesquels on peut citer, sans être exhaustif :

> le budget national, première source interne : la promulgation du décret portant création officielle de l'ONL vaudra engagement financier de l'Etat sur les investissements et le fonctionnement. A court terme, la première et principale source de financement de l'ONL doit être la contribution financière de l'Etat du Sénégal qui sera déterminante pour son succès, sa durabilité et sa souveraineté institutionnelle. Compte tenu du fait que les missions de l'ONL relèvent du service public, il s'agira de favoriser l'élaboration et l'intégration dans le budget national et les Lois des Finances annuelles, des lignes budgétaires pour contribuer à la mise en place de l'ONL au travers de financements propres et de contreparties aux financements internationaux ;

> la seconde source de financement interne devrait, à terme, provenir des ressources propres de l'ONL (autofinancement). En effet, compte tenu des services que rendra l'ONL, à travers la mise à la disposition des acteurs du littoral, d'informations fiables, rendant plus facile et plus efficace la prise de décision, il peut être envisagé, de faire rémunérer une partie de ces services pour générer des ressources propres. A ce titre, le projet de décret de création de l'ONL prévoit qu'il puisse fournir des prestations de services. Ainsi, l'ONL pourrait réaliser des prestations telles que des études, analyses et traitements sur mesure, la vente de produits et de données ;

> la 3ème source de financement potentielle est le secteur privé notamment dans le cadre de la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

## FOCUS (Continued from page 4)

**Question 3: Financing coastal preservation processes and mechanisms, including national coastal observatories, as recommended by Article 8 of the WARCO Memorandum of Understanding, is generally a challenge for countries. Are specific provisions being made for this purpose by Senegal ?**

Yes.

The State of Senegal has a particular interest in the establishment and operation of the National Coastal Observatory (ONL) and is firmly committed to putting in place the necessary means for this purpose. However, the ONL will be a public body and its financing, to ensure its viability and sustainability, cannot come from its own resources alone. Thus, it will be necessary to establish a permanent fundraising effort to enable its financing and the implementation of its activities. All possible mechanisms for mobilizing the financial resources necessary to support coastal observation programs will be sought, among which we can cite, without being exhaustive:

> the national budget, the first internal source: the promulgation of the decree officially creating the ONL will be worth the financial commitment of the State on investments and operation. In the short term, the first and main source of financing of the ONL must be the financial contribution of the State of Senegal which will be decisive for its success, its sustainability and its institutional sovereignty. Given that the missions of the ONL fall within the public service, it will be a question of promoting the development and integration in the national budget and the annual Finance Laws, of budget lines to contribute to the establishment of the ONL through its own financing and counterparts to international financing;

> the second source of internal financing should, in the long term, come from the ONL's own resources (self-financing). Indeed, given the services that the ONL will provide, through the provision of reliable information to coastal stakeholders, making decision-making easier and more efficient, it may be considered to charge for part of these services to generate own resources. In this respect, the draft decree creating the ONL provides that it can provide services. Thus, the ONL could provide services such as customized studies, analyses and processing, the sale of products and data;

> the 3rd potential source of financing is the private sector, particularly within the framework of Corporate Social Responsibility (CSR).

## FOCUS (Suite de la page 5)

La RSE bien que n'étant pas une panacée, reste un mécanisme non négligeable compte tenu de son caractère volontariste de la part d'organisations ou d'entreprises ayant des intérêts dans l'exploitation du littoral ou du domaine maritime. L'ONL pourrait ainsi organiser des réunions de tables rondes avec le secteur privé : entreprises du secteur extractif, industries halieutiques et portuaires, établissements hôteliers sur le littoral, compagnies pétrolières opérant dans l'offshore, de télécommunication propriétaires de câbles sous-marins, ... Ces entreprises privées pourraient ainsi contribuer au financement de l'ONL dans le cadre de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE).

> la 4ème source de financement potentielle est la parafiscalité : à travers la création d'un instrument parafiscal qu'est le Prélèvement pour Services Ecosystémiques ciblant les entreprises, organisations et personnes physiques qui bénéficient directement ou exploitent le littoral.

Toutefois, l'obtention des financements internes nécessaires à la pérennité et à la viabilité de l'ONL passe en premier lieu par la production de services de qualité pour justifier les subventions de l'Etat et être éligible par rapport aux commandes : (i) publiques émanant des programmes et projets, des collectivités ; et (ii) privées relatives à la fourniture d'informations par rapport aux études d'impact, à la cartographie littorale et autres services.

Au niveau régional, on peut citer comme sources de financement possibles : l'UEMOA et la CEDEAO à travers leurs divers Programmes.

Au plan international, compte tenu de l'apport de l'ONL en matière de suivi et sauvegarde des écosystèmes, il peut faire appel aux financements de bailleurs de fonds internationaux, opérant dans le domaine du changement climatique, de la protection de la biodiversité marine et côtière... En effet, il existe des ressources mobilisables dans le cadre de la finance verte, climatique et carbone sous réserve de présentation de propositions pertinentes et bancables. On peut citer, sans être exhaustif, le Fonds Vert pour le Climat (FVC), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA), le Fonds spécial pour les changements climatiques, le Fonds pour l'Adaptation, le Fonds Français pour l'Environnement Mondial, etc.

## FOCUS (Continued from page 5)

CSR, although not a panacea, remains a significant mechanism given its voluntary nature on the part of organizations or companies with interests in the exploitation of the coastline or the maritime domain. The ONL could thus organize round table meetings with the private sector: companies in the extractive sector, fishing and port industries, coastal hotel establishments, oil companies operating offshore, telecommunications companies that own submarine cables, etc. These private companies could thus contribute to the financing of the ONL within the framework of Corporate Social Responsibility (CSR) ;

the 4th potential source of financing is parafiscality: through the creation of a parafiscal instrument that is the Ecosystem Services Levy targeting companies, organizations and individuals who directly benefit from or exploit the coastline.

However, obtaining the internal funding necessary for the sustainability and viability of the ONL requires first and foremost the production of quality services to justify State subsidies and to be eligible for orders: (i) public from programs and projects, communities; and (ii) private relating to the provision of information on impact studies, coastal mapping and other services.

At the regional level, possible sources of funding include: WAEMU and ECOWAS through their various Programs.

At the international level, given the contribution of the ONL in monitoring and safeguarding ecosystems, it can call on funding from international donors operating in the field of climate change, protection of marine and coastal biodiversity, etc. Indeed, there are resources that can be mobilized within the framework of green, climate and carbon finance, subject to the presentation of relevant and bankable proposals. We can cite, without being exhaustive, the Green Climate Fund (GCF), the Global Environment Facility (GEF), the Least Developed Countries Fund (LDCF), the Special Climate Change Fund, the Adaptation Fund, the French Global Environment Facility, etc.

## FOCUS *(Suite de la page 6)*

**Question 4 : La coordination des actions et des politiques au niveau des frontières est essentielle dans la préservation du littoral. Comment, à ce sujet, se présente la collaboration avec vos homologues des pays voisins ?**

La collaboration avec les pays voisins se passe bien. En effet, avec :

La Mauritanie nous avons :

- la coopération dans le cadre de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal-OMVS (gestion des barrages et de l'eau) ;
- la collaboration également dans la gestion des hydrocarbures ;
- l'accord de coopération dans le domaine de l'environnement signé entre les deux pays ;
- des initiatives conjointes de réduction des risques côtiers transfrontaliers sont menées à travers la redynamisation du comité mixte entre le Sénégal et la Mauritanie (mise en place d'un cadre de coopération, plan d'action conjoint de restauration des écosystèmes de la Réserve de Biosphère Transfrontalière du Delta du Fleuve Sénégal) dans le cadre du Projet WACA.

La Gambie et la Guinée Bissau, nous avons :

- la collaboration dans le cadre de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Gambie-OMVG (gestion de l'eau) ;
- avec l'intégration de la Gambie dans le Projet WACA, les possibilités s'offrent pour développer des collaborations transfrontalières à l'image de ce qui se fait actuellement avec la Mauritanie, en plus des initiatives en cours. Cette collaboration est de plus en plus renforcée avec l'appui de l'UEMOA qui coordonne la mise en œuvre de la composante régionale du projet WACA, notamment avec le protocole d'accord de l'ORLOA ainsi qu'avec le Plan d'Action Régional Stratégique des Investissements (PARSI) pour une vision régionale harmonisée de planification stratégique des investissements sur le littoral.

## FOCUS *(Continued from page 6)*

**Question 4 : Coordination of actions and policies at the border level is essential in preserving the coastline. How is the collaboration with your counterparts in neighbouring countries in this regard ?**

Collaboration with neighboring countries is going well. Indeed, with:

Mauritania we have:

- cooperation within the framework of the Organization for the Development of the Senegal River-OMVS (management of dams and water);
- collaboration also in the management of hydrocarbons;
- the cooperation agreement in the field of the environment signed between the two countries;
- joint initiatives to reduce cross-border coastal risks are carried out through the revitalization of the joint committee between Senegal and Mauritania (establishment of a cooperation framework, joint action plan for the restoration of the ecosystems of the Transboundary Biosphere Reserve of the Senegal River Delta) within the framework of the WACA Project.

The Gambia and Guinea Bissau, we have:

- collaboration within the framework of the Organization for the Development of the Gambia River-OMVG (water management);
- with the integration of Gambia in the WACA Project, opportunities arise to develop cross-border collaborations similar to what is currently being done with Mauritania, in addition to ongoing initiatives.

This collaboration is increasingly strengthened with the support of WAEMU, which coordinates the implementation of the regional component of the WACA project, in particular with the ORLOA memorandum of understanding and with the Regional Strategic Investment Action Plan (PARSI) for a harmonized regional vision of strategic investment planning on the coast.

## ARTICLE DES CORRESPONDANTS

**Retour sur les résultats phares du premier Projet d'Investissement de Résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP 1) au Bénin**

## ARTICLE FROM OUR CORRESPONDENTS

**A look back at the key results of the first West Africa Coastal Resilience Investment Project (WACA ResIP 1) in Benin**



Dr Moussa BIO DJARA, Spécialiste Technique Littoral du Projet WACA-ResIP Bénin / Unité Intégrée de Gestion des Projet du secteur de l'Environnement

Dr Moussa BIO DJARA, Coastal Technical Specialist of the WACA-ResIP Benin Project / Integrated Project Management Unit for the Environment sector

### I. Introduction

Le projet WACA-ResiP Bénin est un projet d'investissement initié pour améliorer la gestion des risques naturels et anthropiques communs, en intégrant le changement climatique, affectant les communautés de nos zones côtières. Au Bénin, plus de 90% des activités du projet sont dédiées des investissements physiques et sociaux. Après 6 ans de mise en œuvre du projet, Le bilan est extrêmement positif avec une atteinte des objectifs de Développement du projet (ODP) marquée par :

- **une bonne intégration régionale** : à travers la signature de Mémoire d'entente et protocole d'accord (septembre 2018 et septembre 2020) entre le Bénin et le Togo dans la gestion de la zone côtière, la mise en place et l'opérationnalisation d'un comité mixte Bénin-Togo, la mise en place d'ouvrages de protection de la côte du segment transfrontalier Bénin-Togo ;

### I. Introduction

The WACA-ResiP Benin project is an investment project initiated to improve the management of common natural and anthropogenic risks, by integrating climate change, affecting the communities of our coastal areas. In Benin, more than 90% of the project activities are dedicated to physical and social investments. After 6 years of project implementation, the results are extremely positive with an achievement of the Project Development Objectives (ODP) marked by:

- **good regional integration** through the signing of a Memorandum of Understanding and a Protocol of Understanding (September 2018 and September 2020) between Benin and Togo in the management of the coastal zone, the establishment and operationalization of a joint Benin-Togo committee, the establishment of coastal protection infrastructure in the Benin-Togo cross-border segment ;

## ARTICLE DES CORRESPONDANTS (Suite de la page 8)

- **investissement grise** : à travers la protection du segment de côte transfrontalier d'Agbodrafo (Togo) à Grand-Popo (Bénin). Au Bénin, les actions ont consisté à : (i) la construction de huit (08) épis à intervalle régulier de 350 m ; (ii) la mise en place de 35 000 m<sup>3</sup> de sédiments à l'intérieur des casiers ; (iii) le comblement du bras mort lagunaire sur une longueur de 1km pour une largeur de 150m à une cote de + 4,6 m NMM ; (iv) la mise en place d'un moteur de sable de 6 400 000 m<sup>3</sup> (longueur de côte reconstituée : 5,3 km, largeur de côte reconstituée : 200 m à l'intérieur de l'océan, impact positif de l'ouvrage : 3,9 km de plage reconstituée naturellement en aval de l'ouvrage) ; (v) la végétalisation du haut de plage avec 20 ha de cocotiers sélectionnés.

- **investissements sociaux** : (i) la restauration et la préservation des ACCB et la lutte contre la dégradation de la Biodiversité : trois (3) ACCB créées avec l'appui du Projet : Chenal Gbaga (Grand-Popo) ; Lagune côtière de Ouidah (Ouidah) et Mare aux crocodiles de Tannou (Aplahoué) ; (ii) la création et le financement de 250 micro-projets d'Activités alternatives Génératrices de Revenus (AaGR) impactant directement 3 552 personnes (dont 75% femmes) bénéficiaires des activités d'amélioration des moyens de subsistance et la création de 8 238 emplois.

<sup>1</sup> Casier est un intervalle entre deux épis consécutifs

## II. Principaux résultats

### > Concernant les travaux de protection côtière transfrontalière Grand-Popo (Bénin) – Agbodrafo (Togo) sous la conduite du Bénin :

Construction des ouvrages : démarrage en février 2022 ; réception définitive : septembre 2024

#### 1. Aperçu des travaux terrestres (ouvrages de type EPIS) du projet WACA

**A) Avant les travaux** : Situation de référence de la côte du segment transfrontalier à Hillacondji au Bénin



## ARTICLE FROM OUR CORRESPONDENTS (Continued from page 8)

- **gray investment** : through the protection of the cross-border coastal segment from Agbodrafo (Togo) to Grand-Popo (Benin). In Benin, the actions consisted of: (i) the construction of eight (08) groynes at regular intervals of 350 m; (ii) the installation of 35,000 m<sup>3</sup> of sediment inside the traps<sup>1</sup>; (iii) the filling of the lagoon dead arm over a length of 1 km for a width of 150 m at a level of + 4.6 m NMM; (iv) the installation of a sand engine<sup>2</sup> of 6,400,000 m<sup>3</sup> (length of reconstituted coastline: 5.3 km, width of reconstituted coastline: 200 m inside the ocean, positive impact of the structure: 3.9 km of naturally reconstituted beach downstream of the structure); (v) the revegetation of the upper beach with 20 ha of selected coconut trees ;

- **social investments** : (i) the restoration and preservation of ACCB3 and the fight against the degradation of Biodiversity: three (3) ACCB created with the support of the Project: Chenal Gbaga (Grand-Popo); Ouidah coastal lagoon (Ouidah) and « Mare aux crocodiles de Tannou » (Aplahoué); (ii) the creation and financing of 250 micro-projects of Alternative Income Generating Activities (AaGR) directly impacting 3,552 people (75% of whom are women) beneficiaries of livelihood improvement activities and the creation of 8,238 jobs.

## II. Main results

### > Concerning the cross-border coastal protection works Grand-Popo (Benin) – Agbodrafo (Togo) under the leadership of Benin :

Construction of coastal protection infrastructure: start in February 2022 ; final acceptance : September 2024.

#### 1. Overview of land works (EPIS type structures) of the WACA project

**A) Before the work** : Reference situation of the coast of the cross-border segment at Hillacondji in Benin



## ARTICLE DES CORRESPONDANTS *(Suite de la page 9)*

## ARTICLE FROM OUR CORRESPONDENTS *(Continued from page 9)*

**A) Avant les travaux :** Situation de référence de la côte du segment transfrontalier à Hillacondji au Bénin



**A) Before the work :** Reference situation of the coast of the cross-border segment at Hillacondji in Benin



**B) Après les travaux :** Segment de cote protégé sur 3km à travers la mise en place de 8 épis à intervalle de 350m et rechargement de casiers par 35 000 m<sup>3</sup> de sédiments. 150m de haut de plage reconstitués.



**B) After the work :** 3km of coastline protected by installing 8 groynes at 350m intervals and refilling of traps with 35,000 m<sup>3</sup> of sediment. 150m of beach height reconstituted



**B) Après les travaux :** Segment de cote protégé sur 3km à travers la mise en place de 8 épis à intervalle de 350m et rechargement de casiers par 35 000 m<sup>3</sup> de sédiments. 150m de haut de plage reconstitués.



**B) After the work :** 3km of coastline protected by installing 8 groynes at 350m intervals and refilling of traps with 35,000 m<sup>3</sup> of sediment. 150m of beach height reconstituted



<sup>2</sup> Moteur de sable est un rechargement massif

<sup>3</sup> ACCB : Aire communautaire de conservation de la Biodiversité

**ARTICLE DES CORRESPONDANTS** (Suite de la page 10)

**2. Aperçu des travaux maritimes : Comblement du bras mort lagunaire sur une longueur de 1 km**

**C-) Avant le comblement**



**D-) Pendant le comblement**



**E-) Après le comblement**



Pour le comblement du bras mort lagunaire, 100 000 m<sup>3</sup> de sédiment ont été nécessaires pour combler 1km de plan d'eau à une cote de + 4,6 NMM, donnant ainsi un haut de plage de 200 m de large à la communauté riveraine.

**ARTICLE FROM OUR CORRESPONDENTS** (Continued from page 10)

**2. Aperçu des travaux maritimes : Comblement du bras mort lagunaire sur une longueur de 1 km**

**C-) Before filling**



**D-) During filling**



**E-) After filling**



To fill the dead arm of the lagoon, 100,000 m<sup>3</sup> of sediment were needed to fill 1 km of water at a level of + 4.6 NMM, thus giving the riverside community a 200 m wide beach top.

## ARTICLE DES CORRESPONDANTS *(Suite de la page 11)*

### 3. Aperçu du secteur sous protection du moteur de sable

**F) Avant les travaux :** Situation de référence dans le secteur Louis-condji Agoué



**F) Avant les travaux :** Situation de référence dans le secteur Louis-condji Agoué



**G) Après les travaux** dans le secteur Louis-condji Agoué



## ARTICLE FROM OUR CORRESPONDENTS *(Continued from page 11)*

### 3. Overview of the sector under protection of the sand engine

**F) Before the work :** Reference situation in the Louis-condji Agoué sector



**F) Before the work :** Reference situation in the Louis-condji Agoué sector



**G) After the works** in the Louis-condji Agoué sector



**ARTICLE DES CORRESPONDANTS** (Suite de la page 12)

**ARTICLE FROM OUR CORRESPONDENTS** (Continued from page 12)

**G) Après les travaux** dans le secteur Louis-condji Agoué

**G) After the works** in the Louis-condji Agoué sector



A la fin des travaux, on enregistre :

At the end of the work, we record:

- Rechargement massif au Bénin : 6,4 Millions de m<sup>3</sup>
- Longueur de côte protégée en sable : Bénin : 5,3 km
- Largeur de côte protégée en sable : Bénin : 200 m
- Impact positif : 3,9 km de côte reconstitué en aval du moteur de sable en fin décembre 2024

- Massive recharging in Benin : 6.4 million m<sup>3</sup>
- Length of protected sandy coastline : Benin: 5.3 km
- Width of protected sandy coastline : Benin : 200 m
- Positive impact : 3.9 km of coastline reconstructed downstream of the sand engine by the end of December 2024

**4. Aperçu de la végétalisation du haut de plage**

**4. Overview of the vegetation at the top of the beach**



Végétalisation du haut de plage reconstitué par des cocotiers sur une superficie de 20 ha.

Vegetation of the upper beach reconstituted by coconut trees over an area of 20 ha

## ARTICLE DES CORRESPONDANTS *(Suite de la page 13)*

### 5. Meilleure gestion de l'environnement marin et terrestre (préservation des tortues marines)



#### Concernant les investissements Sociaux

Les investissements sociaux ont consisté essentiellement au financement des Activités alternatives Génératrices de Revenus (AaGR) dans des domaines variés (transformation de produits agro-alimentaires, élevage de volaille, caprins, ovins et porcins, pisciculture, maraîchage, production de produits hors sol, production de biofertilisants, production d'œufs de table, etc.). Les bénéficiaires directement impactés en termes d'investissements sociaux par le projet sont estimés à 3 736 personnes dont 75% de femmes.

#### Investissement sociaux : Construction de locaux au profit des coopératives

Conditions de travail de la coopérative Ayininonte de transformation de noix de palme en huile rouge dans la commune d'Athiémé.

## ARTICLE FROM OUR CORRESPONDENTS *(Continued from page 13)*

### 5. Better management of the marine and terrestrial environment (preservation of sea turtles)



#### Regarding Social Investments

Social investments consisted mainly of financing Alternative Income Generating Activities (AaGR) in various fields (processing of agri-food products, poultry, goat, sheep and pig farming, fish farming, market gardening, production of soilless products, production of biofertilizers, production of table eggs, etc.). The beneficiaries directly impacted in terms of social investments by the project are estimated at 3,736 people, 75% of whom are women.

#### Construction of premises for the benefit of cooperatives

Working conditions of the Ayininonte cooperative for processing palm nuts into red oil in the commune of Athiémé.

**ARTICLE DES CORRESPONDANTS** (Suite de la page 14)

**ARTICLE FROM OUR CORRESPONDENTS** (Continued from page 14)

**(H) Avant les travaux en 2019**



**(H) Before the works in 2019**



**(I) Après les travaux en 2023**



**(I) After the works in 2023**



**(I) Après les travaux en 2023**



**(I) After the works in 2023**



**(I) Après les travaux en 2023**



**(I) After the works in 2023**



## ARTICLE DES CORRESPONDANTS (Suite de la page 15)

**Unité de transformation des produits agricoles de la coopérative d'Agamé, Financement WACA, 2023)**



## ARTICLE FROM OUR CORRESPONDENTS (Continued from page 15)

**Agricultural product processing unit of the Agamé cooperative, WACA financing, 2023)**



**ARTICLE DES CORRESPONDANTS** (Suite de la page 16)

**Poulailler moderne**



APRIS Coopération / La Providence / Microprojet d'élevage de volailles et de porc en Côte d'Ivoire et au Sénégal / 2023 / Photo: WACA / 2023

**ARTICLE FROM OUR CORRESPONDENTS** (Continued from page 16)

**Modern chicken coop**



APRIS Coopération / La Providence / Microprojet d'élevage de volailles et de porc en Côte d'Ivoire et au Sénégal / 2023 / Photo: WACA / 2023

**Pondeuse moderne de plus de 700 œufs**



APRIS Coopération / La Providence / Microprojet d'élevage de volailles et de porc en Côte d'Ivoire et au Sénégal / 2023 / Photo: WACA / 2023

**Modern layer of more than 700 eggs**



APRIS Coopération / La Providence / Microprojet d'élevage de volailles et de porc en Côte d'Ivoire et au Sénégal / 2023 / Photo: WACA / 2023



APRIS Coopération / La Providence / Microprojet d'élevage de volailles et de porc en Côte d'Ivoire et au Sénégal / 2023 / Photo: WACA / 2023



APRIS Coopération / La Providence / Microprojet d'élevage de volailles et de porc en Côte d'Ivoire et au Sénégal / 2023 / Photo: WACA / 2023

**Elevage de volailles et de porcs, et unité de transformation de noix de palme en huile végétale : Coopérative La Providence d'Aplahoué, Financement WACA, (2023).**

**Poultry and pig farming, and palm nut processing unit into vegetable oil : La Providence Cooperative in Aplahoué, WACA funding, (2023).**

**ARTICLE DES CORRESPONDANTS** (Suite de la page 17)

**6. Leçons apprises**

	<b>Difficultés</b>	<b>Solutions</b>
1	La réalisation des études de faisabilité lors de l'exécution des projets qui prend beaucoup de temps ce qui occasionne des retards importants entre les prévisions et la mise en œuvre. Elle influence ainsi <u>négativement</u> la performance du projet.	Nécessité de réaliser les études de faisabilité techniques (APS, APD, DAOI) et EIES pendant la phase de préparation du projet
2	Le coût des ouvrages à construire proposé par les entreprises sont élevés, ce qui crée un GAP dans le financement du projet.	Ressortir le coût de l'option retenue à l'étape APS et APD avant de finaliser le coût de l'ouvrage. (coût de l'ouvrage = coût de l'option + 5%)
3	Absence ou retard dans la revue qualité/contre expertise des documents ou rapports des pays sur le choix des ouvrages ou l'évaluation des Offres techniques.	Nécessité d'un appui rapproché de la coordination régionale du projet (WACA BAR) aux pays, sur le processus de choix de l'option des ouvrages et de contractualisation avec les entreprises.  Assurer un renforcement de capacités aux équipes de projet sur les défis (Coordonnateurs, Spécialiste de Passation des Marchés, Spécialiste Littoral et Spécialiste Sauvegardes Environnementales) dans la gestion du contrat des grands travaux
4	Le renforcement convenable des capacités des porteurs de sous projets communautaires qui est nécessaire pour une plus grande efficacité dans la mise en œuvre.	Assurer des renforcements de capacités (fiduciaires, techniques) des acteurs communautaires avant la mise en place des financements des sous projets communautaires

**ARTICLE FROM OUR CORRESPONDENTS** (Continued from page 18)

**6. Lessons Learned**

	<b>Difficulties</b>	<b>Solutions</b>
1	The feasibility studies during the execution of projects take a long time, which causes significant delays between forecasts and implementation. It thus <u>negatively</u> influences the performance of the project.	Need to carry out technical feasibility studies (APS, APD, DAOI) and EIES during the project preparation phase
2	The cost of the infrastructure to be built proposed by the companies is high, which creates a GAP in the financing of the project.	Bring out the cost of the option selected at the APS and APD stage before finalizing the cost of the work. (cost of the work = cost of the option + 5%)
3	Absence or delay in the quality review/counter-expertise of documents or reports from countries on the choice of infrastructure or the evaluation of technical offers.	Need for close support from the regional project coordination (WACA BAR) to the countries, on the process of choosing the option of the works and contracting with the companies.  Ensure capacity building for the project teams on the challenges (Coordinators, Procurement Specialist, Coastal Specialist and Environmental Safeguards Specialist) in the management of the major works contract
4	The appropriate strengthening of the capacities of community sub-project leaders which is necessary for greater efficiency in implementation.	Ensure capacity building (fiduciary, technical) of community stakeholders before setting up financing for community sub-projects

## AGENDA

**17-21 février 2025** : Atelier de formation des partenaires régionaux sur RUCHE (logiciel de Suivi évaluation) et d'adoption de la charte de responsabilité relative à l'implémentation du score d'intégration régionale, Cotonou (Bénin)

**24-28 février 2025** : Atelier régional de capitalisation du Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP1), Lomé (Togo)

## AGENDA

**February 17-21, 2025** : Training workshop for regional partners on RUCHE (Monitoring and Evaluation software) and adoption of the responsibility charter relating to the implementation of the regional integration score, Cotonou (Benin)

**November 25-28, 2024** : Regional Capitalization Workshop of the West Africa Coastal Resilience Investment Project (WACA ResIP1), Lomé (Togo)